



# Projet de reconstruction de la déchèterie de la Chapelle sur Erdre (44)

Dossier de demande d'enregistrement ICPE au  
titre de la rubrique 2710 - PJ n°15

Compatibilité du projet avec les plans,  
schémas ou programmes et les mesures fixées  
associées



Rapport n°A124605/version A– juillet 2023

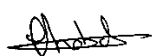

Projet suivi par Dorothée PROFFIT – 06.13.28.41.83 – [dorothee.proffit@anteagroup.fr](mailto:dorothee.proffit@anteagroup.fr)

## Fiche signalétique

Dossier de demande d'enregistrement ICPE au titre de la rubrique  
2710 - PJ n°15 Compatibilité du projet avec les plans, schémas ou  
programmes et les mesures fixées associées

CLIENT	SITE
Nantes Métropole	Nantes Métropole
2 Cours du Champ de Mars 44 923 Nantes Cedex 9	15 bis rue Ampère 44240 La Chapelle sur Erdre
Maxime CHAVENTRE Pôle Projet d'Equipements Département B.A.T.I.I. Direction Générale Ressources Fixe : 02 40 41 64 43 Mobile : 06 74 65 05 49 Mail : Maxime.chaventre@nantesmetropole.fr	

RAPPORT D'ANTEA GROUP	
Responsable du projet	Dorothée PROFFIT
Interlocuteur commercial	Dorothée PROFFIT
Implantation chargée du suivi du projet	Implantation de Nantes 02.28.01.32.32 secretariat.nantes-fr@anteagroup.fr
Rapport n°	A
Version n°	version A
Votre commande et date	Marché subséquent n°4 2021-81336 en date du 29 septembre 2021
Projet n°	PDLP210362

	Nom	Fonction	Date	Signature
Rédaction	Lucie CHABOT	Ingénieur de projet Dossiers réglementaires	Janvier 2023	
Approbation	Dorothée PROFFIT	Ingénieur de projet Infrastructure - Déchets	Février 2023	

## Suivi des modifications

Indice Version n	Date de révision	Nombre de pages	Nombre d'annexes	Objet des modifications
<b>V0</b>		<b>17</b>		Version initiale

# Compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes mentionnés aux 4°, 5°, 17° à 20°, 23° et 24° du tableau du I de l'article R. 122-17 ainsi qu'avec les mesures fixées par l'arrêté prévu à l'article R. 222-36

Le projet de reconstruction de la déchèterie de la commune de la Chapelle-sur-Erdre est concerné par les documents de gestion et de planification suivants :

- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne 2022-2027,
- Le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) Estuaire de la Loire,
- Le plan national de gestion des déchets,
- Le plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement (Pays de la Loire).

## 1.1. Le SDAGE Loire-Bretagne 2022-2027

Le SDAGE Loire-Bretagne 2022-2027 est en vigueur depuis le 4 avril 2022.

Le SDAGE fixe pour la période 2022 à 2027, des orientations fondamentales, déclinées en dispositions, permettant de satisfaire aux principes d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau (L. 212-1 du code de l'environnement). Ces règles de gestion sont définies en réponse aux objectifs de qualité et de quantité des eaux définis pour chaque masse d'eau du bassin.

14 orientations fondamentales sont identifiées. La situation du projet au regard de ces orientations et leurs dispositions est analysée dans le tableau suivant.

**Tableau 1 : Compatibilité du projet avec le SDAGE Loire-Bretagne 2022-2027**

Orientations	Dispositions	Situation du projet
1 - Repenser les aménagements des cours d'eau dans leur bassin versant	1A – Préservation et restauration du bassin versant 1B – Prévenir toute nouvelle dégradation des milieux 1C – Restaurer la qualité physique et fonctionnelle des cours d'eau, des zones estuariennes et des annexes hydrauliques 1D – Assurer la continuité longitudinale des cours d'eau 1E – Limiter et encadrer la création de plan d'eau 1F – Limiter et encadrer l'extractions de granulats alluvionnaires en lit majeur 1G – Favoriser la prise de conscience 1H – Améliorer la connaissance 1I – Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et les capacités de ralentissement des submersions marines	<p>Le projet ne nécessite aucun aménagement dans le lit majeur ou le lit mineur de la Gesvrine, cours d'eau situé en contre-bas du talus historique.</p> <p>Le site n'est pas concerné par le risque inondation.</p>
2 - Réduire la pollution par les nitrates	2A – Lutter contre l'eutrophisation marine due aux apports du bassin versant de la Loire 2B – Adapter les programmes d'actions en zones vulnérables sur la base des diagnostics régionaux 2C – Développer l'incitation sur les territoires prioritaires 2D – Améliorer la connaissance	<p>L'exploitation de la déchèterie génère un rejet d'eaux pluviales. Les eaux pluviales seront collectées et traitées avant rejet (déboureur, déshuileur) afin de respecter les valeurs limites de rejet imposées par l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial, relevant du régime d'enregistrement (rubrique ICPE n°2710-2) à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• MES : 100 mg/l ;</li> <li>• DCO : 300 mg/l ;</li> <li>• DBO5 : 100 mg/l ;</li> <li>• indice phénols : 0,3 mg/l ;</li> </ul>
3 - Réduire la pollution organique, phosphorée et microbiologique	3A - Poursuivre la réduction des rejets ponctuels de polluants organiques et phosphorés 3B - Prévenir les apports de phosphore diffus 3C - Améliorer l'efficacité de la collecte des eaux usées 3D - Maîtriser les eaux pluviales par la mise en place d'une gestion intégrée à l'urbanisme 3E - Réhabiliter les installations d'assainissement non collectif non conformes	

Orientations	Dispositions	Situation du projet
		<ul style="list-style-type: none"> <li>chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;</li> <li>cyanures totaux : 0,1 mg/l ;</li> <li>AOX : 5 mg/l ;</li> <li>arsenic : 0,1 mg/l ;</li> <li>hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;</li> <li>métaux totaux : 15 mg/l.</li> </ul> <p>L'impact du rejet des eaux pluviales sur la qualité des eaux de la Gesvrine est jugé faible. La déchèterie sera raccordée au réseau d'assainissement de la commune pour le traitement de ses eaux usées domestiques (sanitaire, vestiaires, salle de pause).</p>
4 - Maîtriser et réduire la pollution par les pesticides	4A – Réduire l'utilisation des pesticides* et améliorer les pratiques 4B - Promouvoir les méthodes sans pesticides* dans les collectivités et sur les infrastructures publiques 4C - Développer la formation des professionnels 4D - Accompagner les particuliers non agricoles pour supprimer l'usage des pesticides* 4E - Améliorer la connaissance	Nantes Métropole s'engage à n'utiliser aucun produit phytosanitaire pour l'entretien des espaces verts du site.
5 - Maîtriser et réduire les pollutions dues aux micropolluants	5A - Poursuivre l'acquisition des connaissances 5B - Réduire les émissions en privilégiant les actions préventives 5C - Impliquer les acteurs régionaux, départementaux et les grandes agglomérations	Cette orientation concerne les pouvoirs publics
6 - Protéger la santé en protégeant la ressource en eau	6A - Améliorer l'information sur les ressources et équipements utilisés pour l'alimentation en eau potable 6B - Finaliser la mise en place des arrêtés de périmètres de protection sur les captages 6C - Lutter contre les pollutions diffuses par les nitrates et pesticides* dans les aires d'alimentation des captages 6D - Mettre en place des schémas d'alerte pour les captages	Le projet n'est pas situé dans le périmètre de protection d'un captage d'alimentation en eau potable. Il n'est pas concerné par ces dispositions.

Orientations	Dispositions	Situation du projet
	6E - Réserver certaines ressources à l'eau potable 6F - Maintenir et/ou améliorer la qualité des eaux de baignade et autres usages sensibles*en eaux continentales et littorales 6G - Mieux connaître les rejets, le comportement dans l'environnement et l'impact sanitaire des micropolluants	
7 - Gérer les prélèvements d'eau de manière équilibrée et durable	7A - Anticiper les effets du changement climatique par une gestion équilibrée et économe de la ressource en eau 7B - Assurer l'équilibre entre la ressource et les besoins en période de basses eaux 7C - Gérer les prélèvements de manière collective dans les zones de répartition des eaux et dans le bassin concerné par la disposition 7B-4 7D - Faire évoluer la répartition spatiale et temporelle des prélèvements, par stockage hors période de basses eaux 7E - Gérer la crise	Le projet ne nécessite aucun prélèvement dans les eaux de surface ou les eaux souterraines. Il n'est pas concerné par ces dispositions.
8 – Préserver et restaurer les zones humides	8A - Préserver et restaurer les zones humides pour pérenniser leurs fonctionnalités 8B - Préserver les zones humides dans les projets d'installations, ouvrages, travaux et activités 8C – Préserver, gérer et restaurer les grands marais littoraux 8D - Favoriser la prise de conscience 8E - Améliorer la connaissance	Aucune zone humide ne se trouve dans l'emprise du projet. La zone humide présente en contre bas en bordure du talus sera préservée.
9 – Préserver la biodiversité aquatique	9A - Restaurer le fonctionnement des circuits de migration 9B - Assurer une gestion équilibrée des espèces patrimoniales inféodées aux milieux aquatiques et de leurs habitats 9C - Mettre en valeur le patrimoine halieutique 9D - Contrôler les espèces envahissantes	Le projet n'est pas concerné par ces dispositions.
10 – Préserver le littoral	10A – Réduire significativement l'eutrophisation des eaux côtières et de transition 10B – Limiter ou supprimer certains rejets en mer 10C – Restaurer et / ou protéger la qualité sanitaire des eaux de baignade	Le projet est situé à plus de 40 km du littoral. Il n'est pas directement concerné par ces dispositions.

Orientations	Dispositions	Situation du projet
	10D – Restaurer et / ou protéger la qualité sanitaire des eaux des zones conchylicoles et de pêche à pied professionnelle 10E – Restaurer et / ou protéger la qualité sanitaire des zones de pêche à pied de loisir 10F – Aménager le littoral en prenant en compte l’environnement 10G – Améliorer la connaissance des milieux littoraux 10I – Préciser les conditions d’extraction de certains matériaux marins	
11 – Préserver les têtes de bassin versant	11A - Restaurer et préserver les têtes de bassin versant 11B - Favoriser la prise de conscience et la valorisation des têtes de bassin versant	Le projet n’est pas situé en tête du sous-bassin versant « Loire aval et côtiers vendéens » dont il fait partie. Il n’est pas concerné
12 - Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques	12A - Des Sage partout où c’est « nécessaire » 12B - Renforcer l’autorité des commissions locales de l’eau 12C - Renforcer la cohérence des politiques publiques 12D - Renforcer la cohérence des Sage voisins 12E - Structurer les maîtrises d’ouvrage territoriales dans le domaine de l’eau 12F - Utiliser l’analyse économique comme outil d’aide à la décision pour atteindre le bon état des eaux	Cette orientation concerne les pouvoirs publics
13 - Mettre en place des outils réglementaires et financiers	13A - Mieux coordonner l’action réglementaire de l’État et l’action financière de l’agence de l’eau 13B - Optimiser l’action financière de l’agence de l’eau	Cette orientation concerne les pouvoirs publics
14 - Informer, sensibiliser, favoriser les échanges	14A - Mobiliser les acteurs et favoriser l’émergence de solutions partagées 14B - Favoriser la prise de conscience 14C - Améliorer l’accès à l’information sur l’eau	Cette orientation concerne les pouvoirs publics



## 1.2. Le SAGE Estuaire de la Loire

Le SAGE Estuaire de la Loire a été approuvé par arrêté préfectoral le 9 septembre 2009. Afin de le rendre compatible avec le SDAGE, sa révision a été entreprise en 2015. Les documents composant le projet de SAGE révisé ont été validés par la CLE en décembre 2022 ; l'arrêté préfectoral validant la mise en œuvre du nouveau SAGE est attendu au premier trimestre 2023.

A ce jour le SAGE approuvé en 2009 reste en vigueur.

Sept grands enjeux de gestion de l'eau sont identifiés sur le bassin de l'estuaire de la Loire :

- Gouvernance,
- Qualité des milieux aquatiques,
- Estuaire de la Loire,
- Qualité des eaux,
- Littoral,
- Risques d'inondation et érosion du trait de côte,
- Gestion quantitative et alimentation en eau potable.

Pour chacun de ces grands enjeux, le SAGE a défini un certain nombre d'objectifs généraux. Le tableau suivant analyse la situation du projet vis-à-vis de ces objectifs généraux.

**Tableau 2 : Compatibilité du projet avec le SAGE Estuaire de la Loire**

Enjeux	Objectifs généraux	Situation du projet
Gouvernance	Mettre en place une gouvernance à l'échelle de la Loire estuarienne et pour la coordination terre/mer.	Cette orientation concerne les pouvoirs publics
	Coordonner les acteurs et les projets à l'échelle des bassins versants, maintenir la dynamique des acteurs.	
	Mettre en place une organisation efficace de la maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre du SAGE.	
	Faire prendre conscience des enjeux.	
	Favoriser les approches innovantes.	
Qualité des milieux aquatiques	Préserver et restaurer le patrimoine biologique et les fonctionnalités des cours d'eau, des espaces estuariens, littoraux et des zones humides.	Le projet ne nécessite aucun aménagement dans le lit majeur ou le lit mineur de la Gesvrine, cours d'eau situé en contre-bas du talus historique. Aucune zone humide ne se trouve dans l'emprise du projet. Les eaux pluviales du site sont collectées et traitées afin d'assurer une bonne qualité du rejet vers le milieu naturel (la Gesvrine).
	Restaurer l'hydromorphologie, les habitats et la continuité écologique des cours d'eau.	
	Préserver les corridors riverains des cours d'eau.	
	Préserver les marais en lien avec le bassin versant.	
	Préserver et restaurer les fonctionnalités des têtes de bassin versant.	
Estuaire de la Loire	Définir une ambition pour l'estuaire en aval de Nantes et une temporalité.	Le projet est situé à plus de 30 km de l'Estuaire de la Loire. Les eaux pluviales du site sont rejetées après traitement (déboureur, déshuileur) dans la Gesvrine pour rejoindre le Gesvres qui est un affluent de l'Erdre qui rejoint la Loire au sud du centre-ville de Nantes à environ 5 km du projet.
	Atteindre le bon potentiel (physico-chimique, biologique, morphologique) de la masse d'eau de transition.	

Enjeux	Objectifs généraux	Situation du projet
	<p>Concilier les usages avec la préservation et la reconquête de la qualité de l'eau et des milieux en lien avec le changement climatique et les évolutions associées (milieux, activités), impliquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Viser « zéro » artificialisation des espaces de mobilité fonctionnels, voire restauration de ces derniers.</li> <li>• Réduire les pressions sur la biodiversité.</li> <li>• Réduire les apports polluants depuis le bassin versant.</li> <li>• Ne pas aggraver la réduction des débits d'eau à la mer.</li> <li>• Améliorer la connaissance du fonctionnement hydrosédimentaire et biogéochimique du bouchon vaseux et de la crème de vase et réduire son impact.</li> <li>• Permettre un rééquilibrage fonctionnel de l'estuaire de la Loire.</li> </ul>	<p>L'impact du rejet des eaux pluviales du site sur la qualité de la masse d'eau de transition de l'Estuaire de la Loire est non significatif et négligeable.</p>
Qualité des eaux	Atteindre le bon état sur la totalité des masses d'eau.	<p>L'exploitation de la déchèterie génère un rejet d'eaux pluviales. Les eaux pluviales seront collectées et traitées avant rejet (débourbeur, déshuileur) afin de respecter les valeurs limites de rejet imposées par l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial, relevant du régime d'enregistrement (rubrique ICPE n°2710-2) à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• MES : 100 mg/l ;</li> <li>• DCO : 300 mg/l ;</li> <li>• DBO5 : 100 mg/l ;</li> <li>• indice phénols : 0,3 mg/l ;</li> </ul>
	Réduire de 20% les flux d'azote à l'exutoire des affluents de la Loire à horizon 2027	
	Réduire de 20 % les flux de phosphore des affluents de la Loire à horizon 2027.	
	Réduire les contaminations par les pesticides et l'impact des micropolluants. La concentration maximale atteinte pour la somme des molécules de pesticides ne doit pas dépasser :	

Enjeux	Objectifs généraux	Situation du projet
	<p>0,5 µg/l sur les secteurs prioritaires niveau 1. 1 µg/l sur les autres secteurs du territoire du SAGE.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;</li> <li>cyanures totaux : 0,1 mg/l ;</li> <li>AOX : 5 mg/l ;</li> <li>arsenic : 0,1 mg/l ;</li> <li>hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;</li> <li>métaux totaux : 15 mg/l.</li> </ul> <p>L'impact du rejet des eaux pluviales sur la qualité des eaux de la Gesvrine est jugé faible.</p> <p>La déchèterie sera raccordée au réseau d'assainissement de la commune pour le traitement de ses eaux usées domestiques (sanitaire, vestiaires, salle de pause).</p> <p>Nantes Métropole s'engage à n'utiliser aucun produit phytosanitaire pour l'entretien des espaces verts du site.</p>
Littoral	Reconquérir la qualité des milieux marins et littoraux (habitats, espèces) et préserver un littoral attractif.	<p>Le projet est situé à plus de 40 km du littoral. Il n'est pas directement concerné par ces objectifs, toutefois la reconstruction de la déchèterie a pour objectif de proposer une installation de collecte de déchets adaptée aux besoins du territoire de Nantes Métropole et participera ainsi à réduire les dépôts sauvages pouvant impacter les milieux aquatiques.</p>
	Améliorer la qualité microbiologique des eaux littorales afin de satisfaire les usages liés à l'utilisation de la ressource et au fonctionnement des milieux aquatiques	
	Comprendre les écarts séparant l'état actuel du bon état chimique et améliorer la qualité des eaux littorales vis-à-vis des micropolluants.	
	Réduire les flux de nutriments vers les eaux littorales et leurs impact	
	Limiter les rejets de déchets dans les milieux aquatiques.	

Enjeux	Objectifs généraux	Situation du projet
Risques d'inondation et érosion de trait de côte	Prévenir les risques d'inondation, de submersion marine et d'érosion du trait de côte par une meilleure connaissance des enjeux et de ces aléas.	<p>Le projet n'est pas concerné par le risque inondation.</p> <p>Le terrain d'emprise du projet est déjà anthropisé, le projet ne sera pas à l'origine d'une imperméabilisation supplémentaire des sols.</p> <p>Les eaux de ruissellement de la déchèterie seront collectées et rejetées après traitement (déboureur/décanteur et séparateurs hydrocarbures) au milieu naturel.</p>
	Limitier l'imperméabilisation pour ne pas aggraver les risques de ruissellement.	
	Intégrer le risque d'inondation et de submersion marine dans l'aménagement et le développement du territoire.	
	Diminuer les risques en réduisant la vulnérabilité des secteurs impactés	
	Gérer durablement le trait de côte dans un contexte de changement climatique.	
Gestion quantitative et alimentation en eau potable	Assurer l'équilibre entre la préservation/restauration du bon fonctionnement hydrologique des cours d'eau et les besoins des activités humaines.	<p>Le bâtiment de la déchèterie sera raccordé au réseau d'eau potable existant pour les besoins du personnel (sanitaires, vestiaires, salle de pause). La consommation reste limitée et non significative.</p> <p>L'exploitant mettra en place un suivi des consommations afin de détecter rapidement toute anomalie de consommation (fuite par exemple).</p>
	Poursuivre la sécurisation de l'alimentation en eau potable.	
	Maîtriser les besoins futurs dans un contexte de changement climatique.	

### 1.3. Le plan national de gestion des déchets

Le plan national de gestion des déchets est paru en octobre 2019.

Les orientations en lien avec le projet de reconstruction de la déchèterie de la Chapelle-sur-Erdre sont les suivantes.

#### **Axe 2 : Amélioration du respect de la hiérarchie des modes de traitement des déchets**

« Privilégier les solutions produisant le meilleur résultat global sur le plan de l'environnement à savoir, dans l'ordre :

- La préparation en vue de la réutilisation
- Le recyclage
- Les autres formes de valorisation, notamment la valorisation énergétique.
- L'élimination »

La déchèterie de la Chapelle-sur-Erdre participera à l'amélioration du respect de la hiérarchie des modes de traitement des déchets en collectant et triant les déchets avant de les envoyer dans des filières adaptées de valorisation et de traitement.

Afin d'améliorer la valorisation des déchets, le projet prévoit la mise en œuvre de capacité de collecte dédiée aux filières émergentes : Eco-Mobilier, textile, réemploi.

**En ce sens le projet est compatible avec l'axe 2 du plan.**

Axe 5 : Développer la collecte et la valorisation des biodéchets.

« Les biodéchets doivent faire l'objet d'une valorisation de type organique, avec comme finalité première le retour au sol, mais peuvent également faire l'objet d'une valorisation énergétique ».

La déchèterie de la Chapelle-sur-Erdre prévoit de collecter des déchets verts (sous-catégorie des biodéchets) qui sont ensuite transférés vers un centre où ils sont broyés et compostés. Le projet participe donc au développement de la collecte et de la valorisation des biodéchets et est compatible avec l'axe 5 du plan.

### 1.4. Le plan régional de prévention et de gestion des Pays de la Loire

Le plan régional de prévention et de gestion des déchets des Pays-de-la-Loire a été adopté le 17 octobre 2019.

#### Etat des lieux

Le point 1.6 du chapitre III « Descriptif de l'organisation de la collecte et de la gestion des déchets » de l'état des lieux du plan est consacré à la gestion des déchets collectés en déchèterie publique.

La région des Pays-de-la-Loire recense 341 déchèteries en 2015. La région dispose d'un maillage plutôt dense de déchèteries avec une déchèterie pour 11 000 habitants en moyenne, pour une pour 14 200 au niveau national. Au niveau du département de Loire Atlantique, 89 déchèteries sont répertoriées.

La quasi-totalité des déchèteries présentent des filières de tri pour les gravats, les encombrants, les déchets verts, les métaux et les cartons. **Ces flux seront collectés sur la déchèterie de la Chapelle sur Erdre.**

Le plan indique : « *Des marges de progrès semblent possibles en déchèteries sur la collecte du plâtre, des plastiques ou encore du mobilier hors d'usage. Néanmoins, la mise en place de ces filières de tri est bien souvent contrainte par la place disponible sur les sites existants pour l'accueil de nouveaux tenants* ».

**La nouvelle déchèterie de la Chapelle-sur-Erdre prévoit de collecter les plastiques durs, le polystyrène, le mobilier hors d'usage et réservera une surface dédiée au réemploi et textile.**

Le plan précise également « *Seuls 21 % des déchèteries acceptent les déchets amiantés (toutes modalités de collecte confondues et toutes origines professionnels/particuliers confondues). Par ailleurs, les huiles minérales ne sont acceptées que sur un peu plus de la moitié du parc* ».

**Le projet prévoit de collecter les huiles de vidanges qui sont majoritairement des huiles minérales.**

Concernant les déchets d'amiante, les usagers doivent faire une demande de laissez-passer et de sacs spécifiques (big-bag) auprès des déchèteries de Nantes (Prairie de Mauves), Carquefou, Saint-Sébastien-sur-Loire et Rezé. Les déchets d'amiante ne seront pas admis sur la déchèterie de la Chapelle-sur-Erdre.

#### Plan d'actions d'économie circulaire

Le plan régional de prévention et de gestion des déchets dispose d'un plan d'actions d'économie circulaire pour la période 2018-2025. Ce plan d'actions est bâti au travers de 4 axes stratégiques.

1. L'axe « **Réussir la transition vers l'économie circulaire** » regroupe les actions transverses qui vont créer les conditions nécessaires au développement de l'économie circulaire ; ces actions vont du développement des réseaux d'animation à la sensibilisation du grand public, en passant par la formation ou encore l'observation des flux de ressources.
2. L'axe « **Accompagner les acteurs des territoires** » vise à soutenir les acteurs déjà engagés, à créer les conditions pour que de nouvelles initiatives puissent voir le jour et faire exemples, en apportant les outils techniques et financiers nécessaires.
3. L'axe « **Développer l'économie circulaire dans les filières à fort potentiel** » regroupe les actions relatives aux filières à fort enjeu de flux (BTP, agri/agroalimentaire) ou qui présentent de fortes opportunités (filière maritime, filière déchet en tant que ressource).
4. L'axe « **La Région s'engage** » regroupe les actions du ressort de la Région concernant son activité propre, en tant que collectivité leader d'exemple.

Les principales actions en lien avec le projet de déchèterie font parties de l'axe 3. Elles sont présentées ci-dessous.

#### **Action 21 « Soutenir le réemploi et la réparation »**

« *L'objectif de cette action est de soutenir les activités de réparation en les valorisant et en faisant la promotion des acteurs engagés auprès des consommateurs. Il s'agit également de soutenir le réemploi par la récupération des objets réemployables dans les déchèteries, poursuivre le développement des ressourceries et recycleries et faire connaître au plus grand nombre (particuliers et professionnels) ces offres de service* »

« *La Région recommande aux collectivités territoriales dans son plan de prévention et de gestion des déchets, le développement du réemploi dans leurs déchèteries par la création de poste de valoristes, la formation de leurs agents à cette fonction ou par des partenariats avec des ressourceries locales* ».

**Un espace d'environ 36 m<sup>2</sup> dédié au réemploi est prévu dans le bâtiment d'exploitation de la déchèterie. Les agents chargés de l'accueil des usagers seront formés pour accompagner le geste des usagers et les accompagner vers plus de réemploi et de valorisation.**

**Action 22** « Accompagner les acteurs dans le développement de nouvelles filières de recyclage »

*« La région encouragera, dans le cadre du plan régional de prévention et gestion des déchets, le tri des déchets par filière de recyclage dans les déchèteries publiques et animera un groupe d'échanges entre collectivités pour réfléchir aux conditions d'une émergence des filières, de massification des flux et de mutualisation des services ».*

**Les déchets collectés dans la déchèterie de la Chapelle-sur-Erdre seront triés avant d'être envoyés dans les filières de traitement ou de recyclage. Par ailleurs Nantes Métropole met en place des actions de communication et de sensibilisation à la collecte, au tri sélectif et à la valorisation des déchets.**